

Europe : retour à "l'ère des surprises"?

Autor(en): **Richardot, Philippe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **144 (1999)**

Heft 5

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348696>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Europe: retour à « l'ère des surprises » ?

Le 30 janvier 1937, Hitler déclarait: «L'ère des surprises est désormais révolue». Elles ne faisaient que commencer. Sommes-nous à l'orée d'une nouvelle ère des surprises? Lors d'une Conférence sur les relations franco-allemandes tenue en 1997 à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, le professeur Wichard Woyke de l'Université de Münster, politologue reconnu dans son pays, répéta trois fois: «Depuis 1990, dans le domaine des relations européennes, la France a perdu, et l'Allemagne a gagné». Vision claire et juste mais en quoi?

■ Philippe Richardot

La réunification de l'Allemagne en 1990 a profondément changé les rapports internes de l'Union européenne. A l'heure du traité d'Amsterdam et de la monnaie unique, l'unanimité forcée de Maastricht semble dépassé par le retour de l'Allemagne comme puissance autonome. François Mitterrand avait pressenti le danger qu'une Allemagne prématurément réunifiée pouvait faire courir aux relations européennes. En vain, il était allé en décembre 1989 à Kiev demander à Mikhaïl Gorbatchev de surseoir à la réunification. Parallèlement, la réunification a fait naître un court psychodrame germano-polonais au sujet de la frontière Oder-Neisse. Le monde s'est alors souvenu qu'il n'existait pas de traité de paix avec l'Allemagne mais, en 1990, le chancelier Helmut Kohl donna toutes assurances à Lech Walesa.

Toutefois, les préoccupations de François Mitterrand se sont révélées exactes au moment où éclatait la crise yougoslave. L'Allemagne, contre l'avis de la Grande-Bretagne et de la France, reconnaissait les indé-

pendances de la Slovaquie et de la Croatie, précipitant la guerre civile. L'armée croate reconstituée, partiellement réarmée et conseillée par l'Allemagne, arbora la tenue camouflée de la *Bundeswehr* qui rappelle la *Tarnjackett* de la Waffen SS. Au ministre Bernard Kouchner, chargé des opérations humanitaires, qui lui demandait pourquoi il n'agissait pas plus durement contre les exactions des Serbes, François Mitterrand répondit qu'il n'était pas assez sûr de l'amitié allemande pour devoir sacrifier l'alliance serbe. Par la suite, il céda sous l'effet de l'âge, de la maladie et du «après moi le déluge»; son successeur continua. La France ne contrôlait plus l'action de son puissant voisin. Très juste la comparaison d'un journaliste anglais à propos du couple franco-allemand: un petit jockey français jeté à terre par un percheron allemand!

Le livre de Jean-Pierre Chevènement paru en 1996, *France-Allemagne: parlons franc*, montre les réflexions d'une personnalité institutionnelle qui s'inquiète des projets allemands visant à l'euro-régionalisation des pays voisins de l'Allemagne, membres ou pas

de l'Union européenne. Ce livre, alors très à contre-courant, rencontra peu d'échos. La relative puissance de la France en Europe, après 1945, tenait à ses initiatives européistes, au style de Gaulle repris en partie par ses successeurs, à sa puissance nucléaire autonome et à sa position au Conseil de sécurité de l'ONU. Ces avantages se sont érodés au même rythme que le souvenir de la Seconde Guerre mondiale.

L'Allemagne et ses 82 millions d'habitants, deuxième puissance économique du monde située au centre de l'Europe continentale, a certes droit à une politique indépendante de l'Axe franco-allemand.

L'Allemagne, moteur de l'Union européenne

Depuis 1990, l'Allemagne accumule les succès, imposant son rythme à une Europe qui, auparavant, vivait au rythme français, puis franco-allemand. L'adoption de l'euro comme monnaie unique de l'Union européenne, en lieu et place de l'ECU (European Currency Unit) de tendance franco-britannique, est un succès pour

l'Allemagne. Non seulement, le taux de change aligne la monnaie nouvelle sur le mark, mais encore la structure bancaire du traité de Maastricht (1991) est de conception germanique. Par un lapsus révélateur, le responsable de la *Bundesbank* a pu parler d'«euro-mark»! Revanche sur l'histoire, enfin! Depuis la réunification, l'Allemagne cesse d'être inhibée par son passé nazi, dont il est interdit de parler en bien comme en mal (!), depuis une loi de 1994. Par d'habiles campagnes médiatiques, la faute a été rejetée sur la France (procès Papon), surtout sur la Suisse qui aurait financé, armé, voire inspiré l'Allemagne, tout en spoliant les Juifs qu'elle laissait mourir à sa porte!

En Europe, les Etats-Unis, qui se désengagent militairement pour des raisons budgétaires, ont donné l'anneau du pouvoir à l'Allemagne, comme Alexandre mourant tendit le sien à Perdicas en disant: «Au meilleur». Une Allemagne pacifique, démocratique, militairement soumise dans l'OTAN convient à la stratégie US, plus que la France à la fois moins puissante et plus rétive. Qu'on se souvienne de son départ de l'OTAN en 1966! En juillet 1994, le président Bill Clinton pouvait déclarer devant la porte de Brandebourg à Berlin, lieu symbolique: «Les Etats-Unis soutiennent fermement le mouvement vers une Europe plus unie et estiment que le leadership de l'Allemagne dans la construction d'une Europe réellement unie est essentiel.» Par conséquent, le point de la Constitution fédérale allemande, qui interdisait la participa-



L'armée russe, toujours rouge ?

tion à des opérations militaires extérieures, a été levé, et la *Luftwaffe* a pu participer à des opérations contre les Serbes de Bosnie.

La France, perdant toute autonomie diplomatique à l'instar de la période 1923-1939, se cantonne dans le rôle de caution à l'interventionnisme onusien dans les Balkans. Ces interventions sont destinées à aider les alliés de l'Allemagne et des Etats-Unis (Croatie, Bosnie, Albanais du Kosovo) contre les Serbes, alliés traditionnels des Français. D'autre part, en renonçant à prolonger le traité de défense mutuelle de Dunkerque qui arrivait à expiration en 1995, la France laisse la Grande-Bretagne seule face à l'Allemagne... et libre de négocier. Le voile s'est réellement déchiré en 1998.

Le régime du chancelier Helmut Kohl, après seize années de pouvoir, engage son pays et les relations européennes dans

une autre voie. L'union des bourses de Londres et de Francfort, les pourparlers avec *British Airways* sonnent le glas de l'Axe Paris-Bonn et crée une Europe dans l'Europe. Un nouvel Axe anglo-allemand semble prendre la relève de l'Axe franco-allemand. Les Anglais ont-ils voulu donner une leçon à la France? Lors de la réunion de Saint-Malo fin 1998, Paris essaie enfin de rétablir avec la Grande-Bretagne des liens qu'elle a laissé se distendre.

En septembre 1998, Berlin, avec le chancelier socialiste Schröder, redevient symboliquement la capitale effective de l'Allemagne, clôturant l'intermède rhénan. A l'Est, l'Allemagne mène la politique de pénétration économique préconisée, avant-guerre, par Rathenau. Dans le même temps, des milliers d'Allemands regroupés en associations réclament les terres des Sudètes, «spoliées» en 1945 par la Tchécoslovaquie renaissante. Cette deuxième cri-

se, beaucoup plus feutrée que la première, n'en reste pas moins un thème de négociation entre l'Allemagne et la petite République tchèque qui demande à entrer dans l'Union européenne. On ne saurait néanmoins comparer les relations européennes actuelles à celles de l'entre-deux-guerres, car la situation est nouvelle, bien qu'elle ramène à la surface des éléments plus anciens.

Si elle a lieu, la dénonciation par l'Allemagne des accords en matière d'électricité nucléaire coûtera cher à la France, spécialement en emplois à la COGEMA. Cette dénonciation ne répond pas seulement à des raisons de politique intérieure, à une volonté de satisfaire les écologistes ou les verts, forme déguisée de l'extrême-gauche. Ceux-ci avaient déjà manifesté à plusieurs reprises sur le sol français contre les centrales nucléaires ou le transfert de matières fissibles vers le Japon. Que dire de la proposition de mettre un vert allemand, l'agi-

tateur de mai 68 Cohn-Bendit, comme tête de liste des verts français aux élections européennes? Schröder a préféré «surseoir» et attendre l'expiration officielle des contrats en matière énergétique...

L'éventuelle dénonciation des accords énergétiques inaugure des rapports franco-allemands qui ne seront plus fondées sur la réconciliation, mais sur une politique bismarckienne des traités «chiffons de papier». Sur le plan de l'atome militaire, l'Allemagne pourrait adopter une politique révisionniste, c'est-à-dire demander l'égalité des droits (les Etats-Unis pourraient rechigner) ou, d'une manière plus réaliste, pousser à la dénucléarisation de la France, ce qui ne déplairait pas aux Américains. Dans les débats autour de la création de l'Eurocorps, la France a proposé de soumettre l'emploi de son arme nucléaire à l'approbation de l'Allemagne, qui a sèchement refusé. Après des essais nucléaires contestés en 1995, le

président Jacques Chirac a décidé leur fin définitive pour lancer un signal au monde... La fermeture d'usines fabriquant de l'uranium militarisable compromet le renouvellement de l'arsenal nucléaire. Cette attitude anti-gaullienne n'a pas été un succès, si l'on se souvient des essais à la chaîne qui ont suivi dans les fourmilières humaines de Chine, d'Inde et du Pakistan.

Dans ce contexte, le manque de vision ou la faiblesse au sommet de l'Etat français pourrait lui coûter cher. Sur le long terme, la politique de réconciliation avec l'Allemagne, très française par sa générosité et son côté illusoire, n'aura pas été très payante pour la France.

Vers un conflit gréco-turc?

Depuis le XI^e siècle, la civilisation grecque, alors représentée par l'Empire byzantin, est en conflit permanent ou latent avec les Turcs. Au choc des peuples s'ajoute celui de la chrétienté orthodoxe contre l'islam. La civilisation grecque est en constant recul par rapport aux Turcs, perdant le contrôle politique de l'Asie mineure au XI^e siècle: l'appel au secours des Grecs à la chrétienté latine motive en fait les Croisades. Le déclin continue au XIV^e siècle, lorsque les Turcs prennent pied dans la péninsule balkanique pour installer durablement l'islam en Bosnie et en Bulgarie. Il prend un tour dramatique avec la prise de Constantinople (Byzance) en 1453, rebaptisée Istanbul et capitale de l'Empire ottoman



Le conflit chypriote vu par Richards. *Coopération*, 21.8.96

(dynastie turque) jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il faut attendre le XIX^e siècle, ère des révolutions nationales, pour voir les patriotes grecs redresser la tête.

Ces épisodes sanglants sont immortalisés dans *Scènes des massacres de Scio* par le peintre Eugène Delacroix ou, la même année (1824), par la mort au combat aux côtés des Grecs du poète anglais Byron. La propagande des romantiques et le rappel d'une civilisation commune rapprochent les grands pays d'Europe (France, Angleterre, Russie), qui apportent leur aide aux Grecs pendant la guerre d'indépendance. La bataille navale de Navarin (1827) marque cette volonté politique et fait écho à Lépante (1571). L'action terrestre des Russes, en 1829, aboutit à l'autonomie de la Grèce, au traité d'Andrinople et à la création d'un Etat grec au traité de Londres, en 1830. Les guerres d'indépendance de la fin du XIX^e siècle et la Première Guerre balkanique de 1912 achèvent «l'Homme malade» en Europe, à l'exception d'Istanbul et de son *hinterland*. Néanmoins, le problème des nationalités n'est pas réglé.

Des minorités grecques restent nombreuses sur les côtes d'Asie mineure, où elles se trouvent depuis plus de deux mille ans. La Première Guerre mondiale et la pression franco-britannique causent l'effondrement de la «Sublime Porte» au Moyen-Orient. Le traité de Sèvres (1920) démantèle l'Empire ottoman et laisse les «jeunes Turcs» mécontents. L'un d'eux, le général Mustapha Kémal,



La Turquie, gardienne des détroits, avec ses minarets au bord du Bosphore. (Photo H.W.)

renverse alors le Sultan et combat les Grecs débarqués en Asie mineure. La guerre s'achève en 1923 par l'expulsion d'Asie mineure de Grecs (environ 1,4 million), suivie par celle de Grèce de 400000 Turcs. Moyen drastique, mais finalement efficace, car il n'y a plus eu de prétexte à des guerres inter-ethniques comme celles de l'ex-Yougoslavie et du Caucase dans les années 1990!

Le traité de Lausanne (1923) annule celui de Sèvres et ouvre la porte à l'histoire contemporaine. Il permet à la Turquie de recouvrer la Thrace orientale, ce qui n'est pas sans conséquences aujourd'hui. L'autre problème gréco-turc non réglé, qui ressurgit régulièrement depuis 1945, est celui de l'île de Chypre qui avait à l'origine une population majoritairement grecque et une minorité turque. En 1878, la Grande-Bretagne fit accepter son administration

sur l'île contre la reconnaissance formelle de la souveraineté ottomane. Ce statut très britannique disparaît avec la Première Guerre mondiale et, en 1925, l'île devient officiellement colonie de sa Très Gracieuse Majesté. De 1955 à 1959, avec l'approbation des Etats-Unis, les Chypriotes luttent pour l'indépendance sur fond de conflit interne entre les partisans du rattachement à la Grèce et les turcophiles. A l'indépendance en 1960, un compromis de façade est trouvé: le président sera l'archevêque Makarios, un Grec, et le vice-président un Turc.

Pendant la guerre froide, les Etats-Unis parviennent à tempérer l'hostilité gréco-turque, les deux pays recevant l'aide économique du plan Marshall (1947) et devenant membres de l'OTAN (1949). Stratégiquement, la Turquie, secondairement la Grèce bloquent l'accès aux détroits des Dardanelles et du Bosphore, donc le débouché de l'*Eskadra* soviétique de la mer Noire. D'autre part, la Turquie est un superbe porte-avions naturel, s'il fallait attaquer l'URSS par son flanc Sud. Voilà pourquoi les Etats-Unis ont toujours favorisé la Turquie plutôt que la Grèce. Chypre a également une place de choix dans le déploiement US en Méditerranée orientale: c'est là que sont basées des «grandes oreilles» américaines, ces systèmes d'écoute électronique dirigés vers le Moyen-Orient, qui ont joué un rôle déterminant dans les guerres israélo-arabes.

La croissance démographique des populations musulmanes à Chypre et l'orgueil na-

tional turc ont vite rendu impossible le protectorat grec. En 1974, l'armée turque envahit le nord de l'île; le coup de force est avalisé en 1983, quand les Turcs, avec l'appui d'Ankara, proclament la République turque du nord de Chypre. Depuis lors, une ligne de séparation, comparable à celle qui persiste entre les deux Corée, barre l'île. En 1990-1991, les liens américano-turcs se resserrent et les Turcs en profitent pour renforcer leur dispositif militaire. L'exceptionnelle plate-forme stratégique qu'est la Turquie permet le déploiement de l'aviation de combat contre l'Irak pendant la guerre du Golfe. Par la suite et aujourd'hui encore, elle permet aux Etats-Unis de surveiller l'Irak et l'Iran.

La Grèce, qui n'a pas le même poids (61 millions de Turcs contre 10 millions de Grecs), n'offre pas les mêmes avantages géographiques. De plus, la Turquie, malgré de grandes disparités internes, est devenu un pays assez industrialisé qui produit sous licence des chasseurs-bombardiers *F-16*, avec un taux de finition supérieur à ceux produits aux Etats-Unis (96% contre 92%). Dans le cadre de l'OTAN, c'est la Turquie qui produit la plus grande partie du missile portable sol-air *Stinger*. Dans le contexte de la compétition industrielle, la Grèce est équipée de *Mirage 2000* et la Turquie de *F-16*.

A la fin de son mandat, le président américain George Bush n'hésite pas à déclarer que la Turquie est «l'étoile montante» de l'Europe. Curieux sens de la géographie que

partagent les dirigeants turcs! Arguant de leur implantation sur le continent européen, ils demandent depuis plusieurs années à intégrer l'Union européenne. Celle-ci, pour ménager l'alliance turque et ne pas la laisser sombrer dans l'islamisme, donne des réponses dilatoires, mais la Grèce s'y refuse. En 1996, les tensions gréco-turques redeviennent virulentes, d'abord en janvier-février, à la suite d'agressions turques contre des îlots grecs en mer Egée puis, en août, quand trois Chypriotes grecs sont tués par des Turcs sur la ligne de séparation. Malgré les tentatives de médiation de l'Union européenne, une course aux armements commence à Chypre et en Grèce. Dès janvier 1997, le gouvernement chypriote annonce son intention de déployer des missiles balistiques. En octobre 1998, la Grèce acquiert des missiles russes. En Turquie, l'islamisme fait des progrès inquiétants, repérables par les élections et la multiplication des tchadors dans les rues d'Ankara, chose inenvisageable en 1980...

La question gréco-turque ne peut être dissociée des Balkans. La Grèce se sent prise à revers; elle a du mal à accepter la création d'une Macédoine à sa frontière Nord-Ouest; elle clame que ce nom est l'apanage du patrimoine historique grec; elle craint un sécessionnisme macédonien, favorisé de l'extérieur. Lors des troubles en Albanie de 1997, la Grèce intervient avec les autres pays européens, mais la proposition turque de créer une force militaire turco-balkanique pour dé-

fendre les minorités musulmanes ne la rassure pas...

La situation peut déboucher sur un conflit du type «guerre des Malouines» en 1982, lorsque deux alliés des Etats-Unis (la Grande-Bretagne et l'Argentine) se sont affrontés pour la possession d'îlots lointains et, plus que cela, pour un symbole. En tant que fournisseurs d'armes, la France et la Russie pourraient se retrouver face aux Etats-Unis et à l'Allemagne, la crédibilité militaire du matériel vendu soutenant l'efficacité commerciale. Le conflit gréco-turc masque un conflit de civilisation bien plus important et plus ancien, mais il faut souligner que l'attitude des Etats-Unis est contraire à sa culture occidentale.

Prévoyant qu'au XXI^e siècle, le monde musulman représentera un milliard d'individus, contrôlant le 45% des ressources, les Etats-Unis sacrifient la Grèce et l'Europe.

La Russie: l'empire du chaos

Depuis les débuts de l'industrialisation soviétique, la production a été tournée vers les armements capables de défendre la «Patrie des travailleurs» ou de répandre la «Révolution mondiale». Ces armements ont assuré en partie la victoire de l'URSS sur l'Allemagne et, à partir de 1945, la course aux armements et à l'espace a été la grande affaire des Soviétiques. Le pays, vaste arsenal produisant des armes démodées, s'est ruiné et le communisme s'est effondré en 1991.



Le nouveau char russe appelé Aigle noir...

Les armées d'occupation des pays de l'Est, à leur retour, ne trouvent pas les infrastructures capables de les accueillir et doivent se contenter de baraques de fortune ou d'écoles. En presque dix ans, le vaste complexe militaro-industriel (40 millions d'employés) ne parvient pas assurer sa reconversion. Les apparatchiks ex-communistes, reconvertis dans la démocratie ou la mafia (ce qui, là-bas, est presque la même chose!), loin de sortir le pays de la ruine, détournent les investissements et l'aide internationale (400 milliards de dollars). L'année 1998 fut donc celle du choc économique et des licenciements massifs dans la fonction publique (400 000 personnes). Les communistes relèvent la tête, condamnent l'inefficacité du capitalisme (qui n'a jamais existé en Russie) et rallient les ultra-nationalistes ainsi que les militaires. Un nouvel emblème apparaît dans les rues, sur les bras des manifestants d'octobre 1998: un drapeau rouge frappé au

centre d'un rond blanc avec un marteau et une faucille noire. Syndrome d'un national-communisme?

Même si l'ensemble de la production militaire russe est déclassé par la révolution technologique américaine, le pays n'en reste pas moins capable de produire des missiles balistiques, des avions gros porteurs, des sous-marins nucléaires, des armes électroniques tout à fait efficaces. Malgré des contreperformances en Tchétchénie, des retards dans le paiement de ses notes d'électricité, l'armée, toujours rouge, reste capable d'effectuer des manœuvres d'ampleur sur le plan conventionnel. En février 1998, la Russie annonçait le déploiement de nouveaux missiles balistiques nucléaires SS-27 et 29. La fierté nationale russe supporte de plus en plus mal les gesticulations médiatico-militaires germano-américaines contre la Serbie à l'occasion de la sécession des Albanais du Kosovo. De même, en décem-

bre 1998, la Russie a désapprouvé les frappes anglo-américaines en Irak.

Les bombardements OTAN de mars 1999 sur la Yougoslavie n'ont fait que réveiller la haine anti-occidentale chez les Russes. Ecartés de Rambouillet, comme ils l'avaient été de Munich en 1938, seule une nouvelle table ronde organisée par eux pourrait sortir l'Europe de l'impasse du Kosovo. La partition du Kosovo serait inéluctable mais combien profitable pour sortir du bourbier?

Face à ce nouveau tournant de l'histoire, il est plus que jamais nécessaire, pour les nations qui veulent rester libres, d'entretenir une armée, de produire des armes et de conserver une souveraineté politique. Loin de toute utopie, le but des Etats reste d'exister pour eux-mêmes.

P. R.